



Expression Citoyenne des Communistes
du Causse de Gramat

L'Indigné

Novembre 2016



Si tu trembles d'indignation à chaque injustice, alors tu es un de mes camarades

che Guevara

Révolution progressiste : Urgence.

Jamais, depuis les années 30, notre Peuple n'a été aussi menacé. Valls, Hollande, Sarkozy et autre bleu marine : c'est à celui qui piétinera le plus la République au nom des « valeurs républicaines ».

Au nom de la Paix mondiale, la politique extérieure de la France, aiguillonnée par les va-t-en guerre et autres marchands d'armes, s'est enlisée dans des plans de reconquête impérialiste ayant généré des guerres civiles du Mali au Proche Orient, de la Lybie à l'Ukraine, des migrations de masse attirant la terreur fanatique à nos portes, faisant naître des idées xénophobes et des mouvements politiques extrémistes néo-nazis.

Au nom des diktats européens, la politique intérieure entraîne la décomposition socio-économique du pays. La réforme territoriale, générant des inégalités sociales et géographiques, favorise les séparatismes et les communautarismes.

Mais classe ouvrière, jeunesse en tête, le Peuple se rebelle : manifestations contre la loi travail, pour défendre les retraites, les services publics ou le « produire en France ». Des espace de lutte se sont ouverts pour s'opposer à cette politique qui crée misère, inégalités et injustices, et aller sur la voie d'un vrai socialisme pour notre pays.

Plus que jamais, Communistes et Progressistes luttent contre l'ultralibéralisme du gouvernement, contre les effets désastreux des choix politiques de l'Europe, générant des conflits internationaux créant misère et désolation, augmentant les inégalités déjà insupportables.

Plus que jamais, le Peuple souverain, debout et déterminé, imposera, s'il en a la volonté commune, d'autres choix pour un autre monde, de Paix, de Solidarité, dans le respect de la dignité humaine.

En 2017, la France va choisir son avenir: les questionnaires déployés par les militants du PCF « Que demande le Peuple » ont permis d'avoir un bon aperçu des souhaits des citoyens. Quelques réponses repérées :

<i>Ce qui vous préoccupe au quotidien</i>		<i>Pour vous, quel rôle de la Politique</i>	
Pour de meilleurs salaires et revenus	38 %	La politique doit rendre la société meilleure	48 %
Pour des actions pour l'environnement	31 %	Elle doit répondre aux besoins populaires	50 %
Pour être mieux soigné, mieux remboursé	26 %	Elle doit empêcher la loi du plus fort	59 %
Pour une meilleure éducation et formation	27 %	Elle doit permettre le partage des richesses	46 %
Pour l'arrêt de toute discrimination	28 %	Préserver, développer les services publics	52 %
Pour fonder une nouvelle République	68 %	<i>Ce que vous pensez de la situation actuelle</i>	
Pour renégocier les traités européens	69 %	Les responsables de la crise sont les financiers	78 %
Pour limiter le pouvoir des actionnaires	62 %	Le capitalisme est un mauvais système	70 %
Pour arrêter les privatisations	52 %	On manque de rêves et d'utopies	65 %
Pour réduire le temps de travail	64 %	Je peux jouer un rôle pour transformer la société	71 %

Voilà de quoi mettre sur pied un projet politique avant même de penser candidat !

Marisol Touraine le martèle : le trou de la Sécu est bouché ! Qu'en est-il réellement ?

Les chiffres ne concernent que le régime général, dont le déficit « devrait être ramené à 400 millions d'euros à la fin de l'année prochaine ». Par ailleurs, cette prévision s'inscrit dans un contexte de restriction du budget de la santé de 10 milliards d'euros entre 2015 et 2017 : déremboursement massif de médicaments, mise sous tutelle des médecins qui sont « invités » à « limiter les examens redondants, à prescrire en génériques » sous peine de sanctions, limitation drastique de la prise en charge des transports à hauteur de la distance entre le domicile et l'hôpital le plus proche, même s'il ne dispose pas du plateau technique le plus compétent...

De nombreuses personnes âgées dépendantes ne bénéficient plus de l'Allocation pour Perte d'Autonomie : pour évaluer la personne contrôlée, même si elle se déplace avec une canne, les assistantes sociales devront désormais mesurer sa vitesse de marche en mètres par seconde !



La "maîtrise de la masse salariale" prévoit la suppression de 22 000 postes, soit 2 % des effectifs de la fonction publique hospitalière et de 16000 lits d'hôpitaux. Les conditions de travail déplorables des soignants (compression de personnel, rappelé sur les jours de repos) retentissent sur les usagers, victimes de maltraitance institutionnelle (limitation des changes pour raisons budgétaires ou personnel insuffisant). Les dotations aux hôpitaux publics sont diminuées, comme celui de l'hôpital de Gramat, amputé de 45 000 euros pour 2017 !.

L'organisation territoriale des bassins de santé est aberrante : ainsi, si votre état de santé nécessite une radiothérapie et que vous habitez Gramat, vous ne serez plus pris en charge sur le plateau technique de Brive, pourtant le plus proche, car vous dépendez désormais de la région Occitanie. En conséquence, vous irez faire vos rayons à Montauban ou à Toulouse.

Le gouvernement qui dit vouloir favoriser l'accès aux soins par la généralisation d'un tiers payant n'envisage pas la suppression des forfaits et des franchises. Aujourd'hui, 1 français sur 5 renonce aux soins dentaires ou d'optique en raison de leur coût. Le renoncement aux soins pour des raisons financières affecte 30 % de la population, et la moitié des étudiants.

Il existe une médecine à multiples vitesses en fonction des moyens financiers de chacun, et de la possibilité de se payer une complémentaire santé efficace.

L'Etat encourage les municipalités, dont il restreint les budgets, à créer des maisons médicales de santé au milieu de déserts médicaux, sans donner aux médecins les moyens de soigner leurs patients, et sans que le **numerus clausus** soit augmenté. Cette mesure, complètement déconnectée des attentes des professionnels et des besoins des usagers, ne favorisera en rien l'installation de médecins en milieu rural dépourvu de services publics, d'hôpitaux et de maternités de proximité.

A la fin du mandat de François Hollande, Marisol Touraine, en campagne pour les élections présidentielles, claironne qu'elle a favorisé pendant 5 ans une politique sociale et réformé le système de santé dans l'intérêt général alors qu'elle a développé une industrie de la santé « rentable » aux dépens de la qualité des soins pour les citoyens, particulièrement les plus modestes.

<<=====>>

Les mauvais prétextes de la SNCF: SNCF réseau a décidé de suspendre la circulation des trains entre Brive et Aurillac du 21 octobre au 9 janvier. Raison invoquée: la chute des feuilles sur les voies crée un risque de "deshuntage" c'est à dire un défaut de contact entre rails et roues provoquant des ruptures de communication signaux et autres données.



Ce que ne dit pas SNCF réseau: comment l'entreprise publique gérait ces problèmes il y a 10 ou 20 ans; les feuilles ne tombaient-elles pas sur les voies ?

Comment ne pas imaginer que cette situation est le résultat d'une politique désastreuse à la SNCF: compression d'effectifs, baisse de moyens et de budgets, privatisation de nombreux services, délégations de service public à des entreprises privées qui n'ont pas comme premier souci l'efficacité et le désintéressement d'un service public...

En attendant les usagers de cette ligne sont invités à prendre les bus (Macron ?), en espérant qu'il n'y aura pas trop de feuilles, de verglas ou de neige sur la route !!